

Depuis 1992, la **Société d'animation et communication sociale (SAKS)** produit des émissions radiophoniques et accompagne plus de 40 radios communautaires en Haïti. Son objectif : proposer des programmes adaptés aux besoins des différentes communautés paysannes et renforcer leurs capacités de mobilisation pour l'agroécologie et la défense de leurs droits. Dans un pays où les communications téléphoniques et informatiques sont déficientes, ces radios jouent un rôle crucial pour les communautés paysannes en les sortant de leur isolement. Ainsi, les émissions sont là pour répondre aux questions des auditeurs, des paysans souvent démunis face aux nombreuses injustices dont ils sont victimes et aux conséquences désastreuses des changements climatiques sur leur qualité de vie. De plus, la SAKS a un contrat-service avec la protection civile haïtienne dont elle relaye les alertes, les informations et les conseils de prévention indispensables pour la protection et la survie des communautés rurales.

Solidarité Fanm Ayisyen (SOFA) est une organisation de solidarité entre femmes qui lutte contre la féminisation de la pauvreté en Haïti, les violences faites aux femmes et pour défendre leur droit à participer à la vie publique et politique. Ainsi, **elle plaide pour que les Haïtiennes soient considérées comme des actrices de leur développement.** Pour lutter contre la pauvreté féminine, SOFA a créé en 2015 **une ferme-école qui vise à favoriser l'autonomie financière et l'émancipation des femmes.** La structure est devenue un véritable modèle d'agroécologie pour l'achat de

compost, de semences biologiques et de plantules et un vecteur de changement des mentalités au sein des ménages. Rappelons que, parmi les 10 000 membres que compte SOFA, 80 % sont des paysannes qui vivent en milieu rural. **Ces femmes sont de ce fait les premières victimes des catastrophes naturelles et de la dégradation environnementale.** Néanmoins, si on leur en donne les moyens, elles deviendront les premières actrices dans la lutte contre le réchauffement climatique en Haïti.

Créé en 2002, le **Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE)** souhaite réinventer la **mobilisation citoyenne pour le climat et l'environnement en Haïti.** Concrètement, il intervient auprès d'écoles, de communes, de réseaux associatifs et de communautés locales en apportant un appui méthodologique au **déploiement de projets citoyens**, un soutien à la **mise en réseau** ou en proposant des **formations et des outils** abordant un large choix de thématiques (développement local, gestion et réduction des déchets, participation citoyenne, etc.). Membre du mouvement international Alternatiba⁴ depuis 2015, il organise également des **débats citoyens pour libérer la voix du peuple et stimuler l'engagement politique.** En dépit du contexte sécuritaire, il est parvenu à constituer **un large réseau de militants dans tout le pays.** Le mouvement a par exemple manifesté le 10 juillet 2019 pour forcer l'État à appliquer la loi qui interdit les contenants alimentaires à usage unique en polystyrène⁵.

Tout est lié! Parler de justice climatique, c'est parler de justice sociale, commerciale et fiscale, c'est dénoncer la répartition injuste des effets du réchauffement global et la violation des droits humains qui en découle et c'est appeler à un réveil citoyen pour un changement de système, et non des écosystèmes!

⁴ Alternatiba est un mouvement citoyen né en Europe. Les villages alternatiba visent à mettre en lumière les projets alternatifs locaux qui visent à proposer des solutions face à l'urgence climatique. Pour en savoir plus : www.alternatiba.eu

⁵ Le polystyrène est une forme de plastique particulièrement toxique et dangereux pour la santé et l'environnement. Bien que la loi haïtienne interdise sa production, son importation et sa commercialisation depuis un arrêté ministériel du 10 juillet 2013, on continue de le trouver partout dans le pays, et particulièrement sous forme de contenant alimentaire à usage unique.



MOBILISONS-NOUS, ENSEMBLE!

« Il n'y a pas l'environnement et le climat, d'un côté, l'histoire, le social, l'humain, de l'autre. Nous sommes toutes et tous embarqués » (Frédéric Thomas, 2019). Haïti, Belgique, pays du Nord et du Sud, gilets jaunes, gilets verts, jeunes, grands-parents, paysans, paysannes, hommes, femmes, sans-abri et sans-voix, citoyens et citoyennes du monde, le bateau coule! Et en Haïti comme en Belgique, des voix s'élèvent pour appeler à un changement de cap et pour réorienter le bateau vers un modèle de société plus respectueux de la planète et de tous les êtres qui la peuplent : un modèle économique, fiscal, commercial et financier plus juste, durable et équitable, où tous les citoyens et citoyennes verraient leurs droits fondamentaux respectés.

Nous, Européens, sommes encore en sursis. Mais pour une grande partie de l'humanité, la course contre la montre est déjà bientôt terminée. Cette année, **aux côtés de nos partenaires haïtiens, nous appelons au départ du pouvoir en place**, corrompu et désintéressé de son peuple et de sa terre, et **nous soutenons leurs revendications pour une transition durable, citoyenne, paysanne et populaire** en Haïti. Nous demandons aussi à l'État belge de s'engager à protéger toutes les victimes des changements climatiques, à défendre, en Belgique et dans les instances internationales, les droits de celles et ceux qui nous nourrissent et à lutter contre l'impunité des multinationales. **On a besoin de vous!**

Document écrit le 3 décembre 2019

⁶ Retrouvez nos revendications à signer pour la justice climatique sur : www.entraide.be



32 rue du Gouvernement Provisoire
1000 Bruxelles
02 227 66 80 | entraide@entraide.be
www.entraide.be

Suivez-nous sur facebook!



HAÏTI

CARÈME 2020

HAÏTI, BELGIQUE : MÊME COMBAT POUR LE CLIMAT!

EN ROUTE VERS LA JUSTICE CLIMATIQUE



L'année 2019 a marqué la fin d'une décennie de chaleur exceptionnelle, de recul des glaces et d'élévation record du niveau de la mer à l'échelle du globe, en raison des gaz à effet de serre produits par les activités humaines. Cette année devrait se placer au deuxième ou troisième rang des années les plus chaudes jamais enregistrées depuis 1850¹. Le monde s'installe dans un réchauffement continu, ce qui entraînera une intensification des phénomènes météorologiques extrêmes, dont certaines conséquences graves se concrétisent déjà, telles que l'aggravation de l'insécurité alimentaire et l'augmentation des migrations climatiques².

Mais 2019 aura aussi été l'année de la mobilisation citoyenne pour le climat. Grèves, manifestations, pétitions, actes de désobéissance civile se sont multipliés un peu partout dans le monde et particulièrement en Occident. Pourtant, **si nous commençons à ressentir les effets des changements climatiques chez nous, en Belgique et en Europe, de nombreux pays du Sud, comme Haïti, en souffrent déjà depuis des décennies.**

L'INJUSTICE CLIMATIQUE : LE CAS HAÏTIEN

Depuis le tremblement de terre du 12 janvier 2010, Haïti s'enfoncé dans une **grave crise politique et sociale**. Et **les effets du réchauffement climatique mondial menacent désormais la sécurité alimentaire et la survie** d'une grande partie de la population. Un nouveau cri se fait alors entendre, chez les partenaires d'Entraide et Fraternité comme chez tout le peuple haïtien : **JUSTICE CLIMATIQUE!**

Les changements climatiques constituent l'une de plus grandes injustices de notre époque : bien qu'il fasse partie des pays les moins émetteurs de gaz à effet de serre, Haïti est l'un des pays au monde les plus affectés par ses effets que sont la hausse des températures, l'élévation du niveau de la mer, l'acidification des océans, la disparition des écosystèmes et l'intensification des phénomènes extrêmes (ouragans, tempêtes, cyclones, sécheresses, inondations, etc.). En 2016, l'indice mondial des

risques climatiques classait **Haïti dans le top 3 des pays les plus touchés**, et en quatrième position pour la période 1998-2017³. Et ces catastrophes climatiques engendrent des dégâts matériels, naturels, financiers et humains à chaque fois plus considérables. Parmi les conséquences les plus immédiates pour la population, on constate la destruction des habitations et des infrastructures et la **diminution drastique des rendements agricoles**. Ainsi, en 2019, **plus d'un Haïtien sur trois avait besoin d'une aide alimentaire** d'urgence.

Mais l'injustice ne s'arrête pas là. **Les premières victimes des changements climatiques en Haïti sont** les franges de la population **les plus pauvres et les plus vulnérables**, à savoir les paysans et les paysannes, les habitants des campagnes, les femmes, les enfants, les sans-abri et les habitants des bidonvilles. Parce qu'ils n'ont pas les moyens de vivre dans des habitations protégées, qu'ils ne bénéficient pas d'infrastructures et de services publics qui leur permettraient de faire face à ces catastrophes et qu'ils ont été abandonnés par l'État haïtien et la communauté internationale, ces groupes voient ces événements climatiques extrêmes les fragiliser et les appauvrir. Aujourd'hui, **plus de 90 % de la population haïtienne est considérée comme gravement exposée aux aléas naturels**.

En d'autres termes, il s'agit d'un **cercle vicieux** : les populations les plus fragiles sont les plus exposées aux changements climatiques, et voient en retour leurs conditions de vie se dégrader, encore et encore. **Haïti ne constitue pas un cas à part, mais bien un cas extrême de l'injustice climatique**. Mais ce n'est pas le climat qui est injuste...

³ Germanwatch, *Global Climate Risk Index 2017*.



DES CAUSES POLITIQUES

Depuis des décennies, la stratégie néolibérale de l'État haïtien, soutenue et renforcée par les institutions internationales, empêche le déploiement de politiques d'adaptation aux risques environnementaux et de protection des populations les plus touchées.

Près de six millions d'Haïtiens vivent actuellement sous le seuil de pauvreté et n'ont d'autre choix que de s'installer dans des zones à risques (des zones côtières inondables, des flancs de collines ou des bidonvilles qui menacent de se faire emporter par les vents et les eaux, etc.). De plus, la prolifération anarchique des habitations de fortune détruit les écosystèmes naturels, autrefois protecteurs contre les aléas climatiques, comme les mangroves pour contrer les risques d'inondations en bord de mer. Mais d'autres écosystèmes sont également en grande souffrance.

Haïti est **l'un des pays les plus déboisés au monde**. En 1945, la forêt couvrait 21 % du territoire. Aujourd'hui, elle se réduirait à moins de 2 %. Et, dans un pays montagneux comme Haïti, la déforestation permet à l'eau des pluies et des cyclones de créer des écoulements torrentiels. Elle emporte les alluvions (roches, terre, gravier) dans les plaines et dans la mer, érodant ainsi les sols. Plusieurs millions de mètres cubes de terres cultivables disparaissent ainsi chaque année, ce qui affecte gravement la productivité agricole et plonge le pays dans l'insécurité alimentaire. Mais cette situa-

tion n'est pas le fruit de la fatalité. **C'est le résultat d'un choix!** Depuis des décennies, **les élites nationales et étrangères ont choisi de surexploiter les ressources naturelles** pour les besoins du commerce mondial (denrées alimentaires, bois, minerais, etc.) et de déposséder les paysans des terres qui leur permettaient de conserver les écosystèmes et de nourrir le pays. **Aujourd'hui, la paysannerie haïtienne ne peut plus vivre de son travail**, alors qu'elle continue de représenter près de 50 % de la main-d'œuvre disponible. Enfin, en raison de politiques tarifaires injustes, de nombreuses denrées alimentaires venant de l'étranger, comme le riz américain, sont vendues à prix cassés, faisant une concurrence déloyale aux produits locaux. Alors que le pays pourrait être autonome, **plus de 50 % des produits alimentaires actuellement disponibles sur les marchés haïtiens sont importés. Pauvreté, dégradation environnementale et modèle économique forment donc un cercle vicieux.**

Haïti n'est pas un pays maudit. **Sa vulnérabilité climatique** n'est pas due à son emplacement géographique, aux frontières de plusieurs plaques tectoniques et sur la trajectoire des ouragans tropicaux de la région. **Elle est la résultante du choix des élites nationales et étrangères** de maintenir le peuple dans la misère et de donner la priorité aux intérêts du marché et des multinationales, au détriment de l'agriculture paysanne et de l'environnement.

NOS PARTENAIRES SE BOUGENT!

Entraide et Fraternité agit aux côtés de ses partenaires haïtiens pour défendre l'agriculture familiale et l'agroécologie qui dynamisent l'économie locale, régénèrent les sols et l'environnement, protègent les droits des paysans et des paysannes et renforcent la souveraineté alimentaire du pays. De plus, l'agroécologie est à la fois une réponse au réchauffement planétaire et un acte de résistance face aux politiques néolibérales.

En mai 2018, **la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (IPAPDA)** a publié un **cahier national de revendications des organisations paysannes**. Fruit de dix années de consultations des communautés paysannes et syndicales, il vise à faire reconnaître les droits économiques, sociaux, culturels et politiques de la paysannerie haïtienne. Cette démarche participative et solidaire a permis à la communauté paysanne de prendre conscience de ses droits et de son pouvoir d'agir, notamment face à l'État haïtien et aux multinationales de l'agriculture industrielle, véritables adversaires de l'environnement, de l'agroécologie et de l'agriculture familiale. Ce cahier de revendications constitue également une contribution au travail du mouvement paysan international *Via Campesina* qui, par son travail de plaidoyer, a obtenu que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et paysannes soit votée le 17 décembre 2018. Il importe, à présent, de la faire appliquer partout!

